FRC 1412g

Case
FRC
13573

DISCOURS
D'UN MEMBRE
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
A
SES CO-DÉPUTÉS.

THE NEWBERRY
LIBRARY

DISCOURS

D'UN MEMBRE

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A SES CO-DÉPUTÉS.

MESSIEURS,

EST-CE pour le ſalut ou la ruine de la France que nous nous ſommes réunis ? Si c'eſt pour la ſauver, il faut convenir que tout nous reſte à faire, & que nous avons nous-mêmes rendu la tâche plus difficile. Si c'eſt pour la perdre, j'avouerai avec la même franchiſe que nous touchons à la conſommation de l'œuvre, & que jamais commiſſion ne fût plus complettement remplie. C'eſt vraiment un abîme ſans fond, que celui où nous avons jetté le Royaume; c'eſt un cahos inexplicable, que ſon état preſent; & je défie toute la ſageſſe & toute la prudence humaine de le ramener de long-temps au point où nous l'avons trouvé en ouvrant cette ſéance. Tout eſt fait, le mal ira de lui-même & très-rapidement; nous pouvons nous retirer & aller recueillir auprès de nos commettans le doux fruit de nos travaux.

Quittons le ton ironique ; auſſi-bien n'ai-je pris la parole que pour l'acquit de ma conſcience, en avouant mon crime & en déteſtant ſes ſuites. Puiſſe mon repentir me faire mériter ma grace de la part de mes concitoyens, dont je dois craindre une punition exemplaire & inſtructive pour tous les Députés qui me ſuccéderont ! Je ne ſuis cependant coupable que de foibleſſe, de crainte, & peut être auſſi de condeſcendance pour le Souverain. Je voyois ſes jours menacés, & j'avoue que j'ai mieux aimé céder à la néceſſité, que de l'expoſer à la brutalité d'une faction pour laquelle il n'y avoit rien de ſacré. J'abandonnai le privilége de mon ordre ; & malgré moi, depuis cette époque, j'ai concouru à tous les malheureux événemens qui l'ont ſuivie.

Comme le crime nous eſt commun, j'ai cru que vous pourriez partager mes remords, & que vous me pardonneriez de ſurprendre, pour quelques momens, la rapidité du mouvement qui nous entraîne, pour nous donner le loiſir de jetter un coup d'œil ſur le point d'où nous ſommes partis, ſur les monceaux de ruines qui marquent la route immenſe que nous avons parcourue, & les funeſtes ſuites que nous devons attendre de notre courſe déſaſtreuſe. Prenez patience, vous, MM., qui guidez notre marche, je ne ſerai pas long ; d'ailleurs, vous êtes trop habiles pour ne pas regagner bientôt ce moment perdu. Je renferme tout ce que j'ai à dire ſous ces trois queſtions.

1°. Que devions-nous faire ? 2°. Qu'avons-nous fait ? 3°. Que devons-nous attendre ?

Vous accordez, MM., l'honneur de l'impreſſion

aux discours qui vous intéressent, je le réclame pour celui-ci, non à cause de son éloquence, mais à cause de son utilité pour nos commettans. Il ne leur est parvenu jusqu'à ce jour que des rapports, ou infideles, ou faits avec art, pour les induire en erreur; je garantis celui-ci vrai, sincere & digne de toute confiance. C'est la conscience la plus droite qui dirige ma plume & le desir le plus pur du bien public, qui me dictera les faits que je vais tracer.

1°. *Que devions-nous faire?*

C'EST avant de se mettre en chemin qu'il faut se demander où l'on veut aller. Si nous nous sommes faits cette question en nous rassemblant, il y a quelques mois, il paroît que la réponse n'a pas été la même pour tous. Nous avions un but commun, une voix tracée. Les uns ont cru qu'ils n'avoient qu'à la suivre avec fermeté & persévérance, ç'a été le petit nombre; les autres se sont donnés un autre terme, & ont cru pouvoir, à leur gré, prendre la route qui leur paroîtroit la plus sûre pour arriver, ç'a été le grand nombre, & il a prévalu. Tout ce qu'exigeoit le bien de l'Etat, la réforme des abus, les établissemens utiles à faire, étoient prévus, désignés dans nos mandats & dans les cahiers de nos Bailliages. Eh! comment auroit-on omis quelque moyen essentiel de régénérer l'Etat? Le Roi s'en étoit occupé dans ce Conseil, qui le détermina à rendre à la Nation l'exercice suspendu de tous ses antiques droits; sa vigilance attentive avoit marqué ce qu'elle croyoit de plus propre à la félicité publique; elle exhortoit

les Bailliages à discuter, à approfondir, à étendre les objets qui leur paroîtroient en avoir besoin, les assurant de la plus entiere correspondance de sa part à tous leurs projets utiles. Nos cahiers furent dressés en conséquence avec cette franche & noble loyauté qu'inspiroit le cœur généreux du Prince.

Le Prince & le Peuple ont rempli leur tâche ; ils ont paru dignes l'un de l'autre ; mais nous, MM., nous sommes-nous acquittés du devoir qui nous fut imposé ? Suivons en les objets & rapprochons la volonté de nos Commettans & nos dispositions.

La partie des Finances avoit nécessité l'Assemblée. Sa détresse exigeoit un prompt secours ; mais combien les offres généreuses de la Noblesse & du Clergé facilitoient une répartition plus égale, qui devoit soulager le peuple & augmenter le trésor ! Combien nous étoit-il facile de constituer en droit national ce qui ne paroissoit qu'une concession généreuse & arbitraire ! Voilà le vœu de nos cahiers ; celui de l'Assemblée a été d'abaisser, de ruiner, d'anéantir la Noblesse elle-même, & de dépouiller le Clergé. Il a fallu les rendre odieux au peuple, & pour cela, on les lui a montrés comme ennemis du bien commun, s'opposant à tous les projets qui pouvoient le favoriser, & embarrassant par leurs intrigues sourdes la marche de l'Assemblée. Vous avez vu les incendies & les ravages qui ont été la suite de ces calomnies, & qui vous ont effrayés vous-mêmes. Je vais plus loin : on a eu l'insidieuse adresse de persuader au peuple que les exécuteurs de ces tragédies sanglantes étoient soudoyés par ceux qui étoient les victimes de leur scélératesse, & la fu-

reur du peuple en eſt devenue plus violente. Avancé-je rien qui ne vous ſoit connu ?

L'examen des Finances entraîne celui de leur adminiſtration ; elle étoit très-défectueuſe, & l'énorme *deficit*, malgré l'augmentation immenſe du revenu, ſembloit annoncer une déprédation criminelle. Nous étions envoyés pour la conſtater, en empêcher de nouvelle à l'avenir & établir un ordre qui proportionnât l'étendue de l'impôt aux vrais beſoins, qui en diſtribuât la charge avec meſure & ſageſſe, & qui fît d'une perception plus ſimple une nouvelle ſource de richeſſe. Le Roi venoit au ſecours en offrant de joindre aux réformes déja faites, celle que la Nation croiroit encore néceſſaire. Mais nous voulions rendre l'adminiſtration odieuſe & la pourſuivre comme criminelle ; elle tenoit au Gouvernement, & l'on vouloit établir une forme nouvelle. Ceux qui n'ont pas connu le projet ont été ſurpris de voir l'Aſſemblée ſe refuſer aux propoſitions du Miniſtre même qu'elle avoit réclamé comme le *palladium* de la France, contrarier ſes opérations & les mutiler pour les rendre infructueuſes. Il faut, une fois pour toutes, leur donner le ſecret. L'Aſſemblée ne s'eſt jamais départie du but de s'emparer de l'autorité ſouveraine & de ſe perpétuer dans ſa conquête. Elle a redemandé les Miniſtres qu'on avoit éloignés, parce qu'en les ramenant, elle faiſoit un acte de ſouveraineté ; elle a barré les projets du Miniſtre pour lui montrer ce qu'elle pouvoit à ſon égard. Les affaires publiques en ſouffroient ; mais eſt-il de ſacrifice trop cher pour l'idole qu'on adore !

Les vœux de nos Commettans se bornoient à des moyens sages, exempts de violence, à l'abri des secousses brusques qui amenent toujours la confusion & le désordre. Il nous falloit chercher avec prudence les soulagemens qu'on pouvoit accorder sur le champ au peuple, désigner avec ordre ceux qu'il pouvoit espérer pour l'avenir; le placer ainsi au lever de l'aurore, & lui montrer de loin le jour brillant qui lui étoit assuré, s'il secondoit les vues de ses Mandataires. La lumiere se fut accrue avec la jouissance, & la juste confiance des Provinces les eût préparées aux sacrifices de quelques intérêts particuliers pour en augmenter le bien de tous. Mais c'étoit la confusion & le désordre dont nos chefs avoient besoin; ils ne pouvoient les obtenir qu'en ouvrant la porte à la licence. C'est le motif de nos décrets précipités dans cette nuit fameuse du 4 Août, de la joie que l'on fit éclater dans l'Assemblée, & dont les cris se sont répétés par nos ordres dans tout le Royaume. Mais vous savez aussi de combien de maux ils furent le signal.

L'abus de l'autorité avoit gêné la liberté civile & de l'influence des richesses où le crédit des rangs & des dignités ne laissoit souvent de force à la loi que contre les prévarications du pauvre. Le mal d'un pouvoir arbitraire étoit reconnu, & nos cahiers en indiquoient le remede. Mais une réforme faite avec modération, & d'un commun accord, ne convenoit pas à nos chefs; le peuple n'auroit pas cru qu'il ne lui pouvoit venir du bien que par notre influence; nous lui avons aidé à conquérir la liberté pour en augmenter le prix à ses yeux; nos plaintes

portées au trône ont enchaîné la force des troupes qu'on avoit cru néceſſaires pour le ſalut de Paris, & cependant les Pariſiens travailloient à les corrompre.

Les brigands déſoloient cette vaſte cité ; à quels excès ne ſe porterent-ils pas ? Nous avons applaudi aux attentats de leurs chefs, & nous les avons honorés comme des héros. Eh quels chefs !... Nous avons loué la fureur qui verſoit le ſang pour célébrer le triomphe de la licence, & les aſſaſſins ont trouvé des approbateurs parmi nous.

La correction du Code judiciaire, les imperfections & les abus des formes, l'étendue des reſſorts de judicature & les bornes du travail des Magiſtrats devoient faire l'objet de nos délibérations. Mais un ſoin plus important attiroit notre attention. Les Magiſtrats jouiſſoient de la faveur publique, & l'uſage qu'ils en avoient fait pluſieurs fois pour réſiſter au Gouvernement, rendoit cette arme dangereuſe dans leurs mains ; leur enlever la confiance publique pour nous en revêtir, les rendre mépriſables pour élever notre crédit ſur leurs ruines, voilà à quoi nous avons travaillé avec un ſuccès incroyable, puiſque nous ſommes devenus les organes de toute juſtice, comme la ſource de tout pouvoir. Il eſt vrai que la ceſſation de leur exercice a introduit le déſordre civil ; mais qu'importe ? La Magiſtrature étoit anéantie, & c'eſt ce que nous prétendions.

C'eſt ainſi que nos cahiers alloient toujours au bien public par les voies les plus ſages & les plus modérées, fuſſent-elles lentes ; mais nous avons tendu vers nos intérêts perſonnels avec une violence

qu'aucune considération ne pouvoit suspendre. Témoin ces propositions hardies à l'égard des biens ecclésiastiques, ces projets d'envahir cette propriété, les ruses & les intrigues où nous nous sommes abaissés pour surprendre, intimider les membres de cet ordre, & les emmener de force à nous offrir eux-mêmes la cession de leur patrimoine. Témoin ces longs & ennuyeux débats pour une constitution qu'on ne nous demandoit point. Il nous falloit des réglemens utiles, invariables pour la stabilité & l'ordre de nos assemblées, des bornes déterminées pour éviter la confusion des pouvoirs & l'usurpation des droits, reconnoître les droits du trône, corriger les abus qui s'étoient glissés dans l'exercice de l'autorité, accepter la liberté qui nous etoit rendue, & en fonder la durée. Mais que nos projets étoient bien différens ! Que nous étions loin de cette soumission légitime qui allie le respect envers le Monarque avec le maintien d'un Etat politique déja fondé ! Il nous falloit un autre ordre de choses, une domination d'une espece toute nouvelle ; pour le dire, en un mot, nous ne tendions à rien moins qu'à dépouiller le Monarque de son autorité pour en revêtir l'Assemblée, à le réduire à la qualité de premier citoyen de l'Etat, de chef de la Magistrature, pour nous arroger le droit de faire les loix, d'assigner les rangs & de citer à notre tribunal suprême la Nation asservie à notre puissance. Ce que nous desirions, nous l'avons exécuté.

On aura peine à le croire, quand on lira le résultat de nos délibérations, & la sagesse humaine chercheroit vainement dans ses ressources les moyens d'opé-

rer une pareille révolution. Auſſi, n'eſt-ce pas elle qui a préſidé à nos conſeils & qui en a dirigé les opérations. Il n'y avoit que la violence, que l'inſurrection générale, que les proſcriptions les plus ſanguinaires, qui puſſent nous mener au terme de nos projets. Il a fallu tenir le glaive ſuſpendu ſur la tête même du monarque, confondre notre cauſe avec la cauſe publique, & perſuader à toute la nation qu'elle n'avoit de moyen de liberté que dans notre zèle & dans nos décrets. Il a fallu exciter cette inſurrection qui arme toutes les municipalités & force au ſilenc- & à la ſoumiſſion tout ennemi de nos deſſeins ambie tieux. Telle a été, meſſieurs, l'adreſſe de nos chefs, avant d'oſer manifeſter la grande *mutation* qu'ils entreprenoient. Mais auſſi, comme ils l'ont hardiment propoſée lorſque toute réſiſtance a paru vaine! L'un a voulu que le Roi ne connût les loix que pour veiller à leur exécution : nous devions les lui dicter. L'autre a propoſé un Sénat qui devînt le principe d'un nouvel ordre ſubſtitué à l'antique Nobleſſe qu'on éloignoit du trône. Celui-ci a prétendu que l'Aſſemblée devoit être permanente, & que les Membres ne devoient être remplacés que par portions ; celuilà vouloit rendre les places de Sénateurs héréditaires, ou au moins immuables pendant la vie du titulaire.

On s'imagine bien que les titres, les honneurs, les priviléges de ce nouvel ordre auroient paru légitimes dans cette circonſtance, quoique nous les euſſions abolis & jugés inconſtitutionels chez la nobleſſe qui nous avoit précédé. Encore une fois, la poſtérité aura peine à croire que ces projets aient pu germer dans nos eſprits, que la France ait pu voir des dé-

putés s'éloigner ainſi de leur devoir, & que cette nation généreuſe ait permis un tel aviliſſement du trône & d'elle-même.

Qu'il y a donc loin de ce que nous devions faire à ce que nous projettions! Que nos mandataires, qui voyoient le bien & la proſpérité du Royaume dans l'exécution de leurs demandes, ſe ſont trompés en croyant nous y attacher par nos ſermens! Ils ne connoiſſoient pas nos reſſources, & la ſubtilité des nouveaux principes de conſcience. Il ne nous a fallu que quelques heures pour déclarer & faire croire qu'aucun ſerment ne pouvoit nous aſſervir à notre parole, qu'on n'avoit pas pu l'exiger, & que nous avions pu le faire dans le deſſein de nous mocquer de la crédulité de ceux qui l'exigeoient. S'il s'eſt trouvé dans l'Aſſemblée des Membres ſcrupuleux ou puſillanimes, la crainte, le ridicule, la proſcription, les ont bientôt forcés au ſilence ou à la fuite. Eh, qui auroit pu réſiſter à cet aſcendant qui a forcé le monarque à s'abandonner à notre diſcrétion, & à ſanctionner, dans Paris même, le déſordre que nous avions ſecrettement excité. Dans trois jours le prince s'eſt vu détrôné, & nous ſommes devenus les Arbitres de la ſouveraineté; nos émiſſaires, devant leſquels marchoit la terreur & les alarmes, ont armé le Royaume; la nobleſſe a vu ſes châteaux incendiés, & a tremblé pour ſa vie; le peuple entier s'eſt fait gloire de recevoir nos ordres & d'en être le miniſtre. Nous avons vu tous les glaives levés, les yeux fixés ſur nous pour attendre le ſignal, & exécuter froidement les vengeances les moins dues. Notre volonte rend tout légitime.

Voilà ce que nous projettions ; voyons comment nous l'avons exécuté.

2°. *Qu'avons-nous fait ?*

Si je ne voulois parler que de l'exécution de nos projets, j'aurois tout dit en expoſant le contraſte de notre volonté avec celle de nos commettans. Tout s'eſt exécuté au gré de nos deſirs ; mais quelque bouleverſement que nous ayions cauſé, le plus funeſte eſt celui dont on s'occupe le moins. C'eſt ſans doute un grand mal politique que d'avoir avili le trône, rendu mépriſable la volonté, la perſonne même du ſouverain, calomnié ſes intentions ; enfin, de l'avoir forcé à laiſſer impunis les outrages les plus ſenſibles.

C'eſt un grand mal que d'avoir débauché l'armée, révolté tous les citoyens, anéanti tous les pouvoirs, de nous être déclarés les fauteurs de tous ces déſordres, en recevant l'appel des accuſés à notre tribunal, en ſuſpendant l'action de toutes les juſtices, en réduiſant enfin tout-à-coup la France à être en même tems ſans loi, ſans gouvernement, ſans crédit & ſans conſidération.

Quoique vous en ayiez été effrayés vous-mêmes, & que les ames intrépides de nos chefs aient tremblé à l'aſpect de tous leurs ſuccès réunis dans un ſeul tableau ; néanmoins, MM., ce ne ſont encore là que des ſecouſſes dont un Etat peut ſe relever, lorſqu'on n'a pas perverti l'eſprit de la Nation & qu'on a laiſſé dans les cœurs un germe de ce feu ſacré qui l'avoit animée & qui peut ſeul la régénérer. Or, voilà le plus grand des maux qui ſe ſoient faits ; c'eſt le coup le plus mortel pour un Etat politique, & nous l'a-

vons porté à la France. L'eſprit national eſt anéanti ; nous avons commis cet attentat, non par un de ces accidens malheureux, où l'on eſt quelquefois pouſſé par un concours imprévu de circonſtances : mais nous l'avons voulu, & nous en avons froidement combiné les moyens. Ma main tremble & ſe refuſe à dévoiler ce plan de déſolation concerté dans la profondeur d'une malice diabolique, ſuivi & exécuté par les voies les plus baſſes & les plus violentes.

Qui l'a formé ce plan ? Le premier moteur en eſt caché dans les ténebres du myſtere ; mais nous en connoiſſons beaucoup d'agents ; & s'il eſt vrai, comme on le débite, que les perturbateurs arrêtés dans pluſieurs villes, jettent quelques rayons de lumiere dans ce cahos de ſcélérateſſe, nous pourrions remonter au monſtre qui l'a enfanté. Ah ! du moins, que les ennemis de tout bien ne ſoient pas aſſez puiſſans pour intercepter cette foible lueur ! Puiſſe ce ſouhait me faire pardonner tous mes torts !

Nous ne ſommes pas & nous ne ſerons plus ces François dont le commerce faiſoit les délices des peuples qui nous recherchoient, dont les mœurs douces & faciles ne prenoient que des teintes légeres des objets ſur leſquels l'eſprit ſe repoſoit, dont l'amour naturel du Prince & le deſir de lui plaire avoit formé le caractere & décidé l'opinion ſur la gloire ; dont les principes tranſmis avec le ſang formoient cette tradition de point d'honneur & d'eſtime de ſoi-même, qui faiſoit l'ame de notre vie & répondoit de la loyauté & de la franchiſe de tous nos procédés. La Philoſophie avoit déja travaillé notre caractere ; l'admiration inconſidérée pour un

peuple rival avoit converti ſes excès & ſes vices en vertus & excité une funeſte émulation parmi nous, lorſque notre mauvais deſtin a mis dans des cœurs ambitieux le projet de changer notre gouvernement.

La mauvaiſe adminiſtration a favoriſé l'eſprit de nouveauté ; l'intérêt du peuple en a été le prétexte, & le Palais-Royal a été le centre de la coalition.

Opprobre de mon ſiecle ! au milieu de Paris, ſous les yeux d'un Prince du Sang, dans l'enceinte de ſon Palais, dans des jardins faits pour être le marché du luxe & le rendez-vous de toutes les voluptés, ſe ſont d'abord réunis un eſſain d'hommes oiſifs, frondeurs par jalouſie, de libertins parvenus à la caducité par la débauche, une ſecte d'agioteurs par profeſſion, & ennemis de toute proſpérité publique ; une vermine de capitaliſtes déſœuvrés, frondeurs par beſoin, tous prétendus eſprits-forts, n'ayant d'énergie que pour calomnier la vertu & blaſphêmer la Divinité ; tous ennemis de toute autorité, cenſeurs abſurdes de toute opération politique, & déterminés à la blâmer avant de la connoître. Un tribunal s'eſt élevé dans cette ſociété ſi bizarrement réunie, & les propos s'y ſont changés en maximes ; les murmures ſéditieux y ont acquis de la conſiſtance & de la force ; ſortant de cette enceinte, ils ont dirigé l'opinion publique, & bientôt après, nous les avons vus ſe répandre dans le Royaume & devenir l'eſprit public. Il s'eſt formé des Orateurs, l'influence s'eſt établie, & les principes de la Nation alloient ainſi s'altérant, juſqu'à ce moment, où de ce foyer eſt ſorti un feu

séditieux qui a desséché dans le cœur François le germe de tout bien.

L'audace de ce tribunal s'est accru avec sa force ; il a formé des projets, il a fait des motions, il a prononcé des arrêts, il a eu des émissaires & une correspondance dans les Provinces ; & tel a été le malheureux sort de la Nation, que cette semence d'insurrection a trouvé par-tout une terre préparée à la faire fructifier.

Je n'avance rien ici que ne prouvent ces écrits divers sur le gouvernement, sur les malheurs de l'aristocratie, sur les droits de l'homme & les entraves injustes dont les embarrassoit l'esclavage politique ; les abus des administrations favorisoient les murmurateurs & accréditoient leurs plaintes ; la raison sage & modérée en desiroit la réforme ; mais la sédition fougueuse souffloit le renversement & la ruine totale.

C'est dans ce moment que notre Monarque invitoit la Nation à reprendre son antique droit longtems suspendu, presque oublié, & dont les profusions de nos administrateurs ont provoqué le retour. Alors s'est formée cette coalition puissante qui a porté à l'honneur de la députation ses membres les plus distingués, & avec eux, tous les préjugés contre le gouvernement, toutes les prétentions républicaines, toute l'audace qui peut les faire prévaloir. Les intrigues & les cabales ont redoublé pour exciter le murmure des peuples, pousser à bout leur patience, les faire rougir de leur soumission & leur vanter le jour dont ils voyoient l'aurore, &

qu'il dépendoit d'eux de ſe procurer & de perpétuer.

Aux écrits multipliés, aux entretiens ſecrets & publics s'eſt joint l'appât de l'argent; on l'a répandu avec profuſion, & les bouches vénales du peuple ont été les échos des plaintes auprès de leurs égaux. Ceux-ci, crédules & ſouffrans, ont ouvert leur ame à l'eſpoir de la liberté & du bonheur, & ſe ſont livrés à leurs guides, ſans examiner la voie où ils entroient, & avec toute l'ardeur qu'inſpire la confiance. Le gouvernement a paru s'endormir & ſe repoſer avec trop de ſécurité ſur la pureté de ſes vues, ou s'embarraſſer lui-même par l'incertitude de ſes conſeils & le ſentiment de ſon impuiſſance contre un mal déja ſi violent. Sa foibleſſe n'a point échappé à l'œil vigilant de nos chefs; ils en ont profité, & nous avons agi avec vigueur dans notre Aſſemblée contre ſes partiſans, tandis que le Palais-Royal tonnoit de ſon côté & faiſoit craindre les derniers excès d'une fureur provoquée par la réſiſtance. Le concert de nos délibérations & de ſes mouvemens, de nos ménagemens affectés pour lui & de ſes menaces, nous mettoient à même de réuſſir en tout, & dès-lors, nous avons tout oſé, & le ſouffle de l'inſurrection, ſoutenue, alimentée par nos lettres, par les écrits publics, par l'abondance de l'argent qu'on répandoit à pleines mains, ont achevé la ruine du caractere François.

Vous le ſavez, Meſſieurs, le brigandage a marché tête levée, il a confondu tous les états, toutes les conditions, tous les ſexes. L'homme titré, le noble, le ſoldat, l'artiſan, le bourgeois, le

manouvier, le brigand reconnu, le criminel retiré du cachot, la femme débauchée, les filles publiques, tout s'eſt réuni à ce noyau de corruption & de peſte politique qui s'étoit formé au Palais-Royal; & c'eſt delà, qu'après les orgies les plus honteuſes, après les conſeils les plus deſtructeurs, au milieu des cris de la fureur, que cette troupe effrénée s'eſt répandue par miliers dans Paris, & l'a rempli de tumulte & de confuſion. Le bourgeois, autrefois paiſible & tranquille, a partagé la frénéſie de ces bandits, il a applaudi à ſes attentats, & en a groſſi la liſte; les troupes ont méconnu leurs chefs; vendues & perdues de vin & de débauche, elles ſe ſont unies à ces bandes meurtrieres, & ont enhardi leur humeur ſanguinaire. Les mouvemens de Paris ont ſervi de ſignal à tout le royaume, & par-tout ſe ſont répétées ces ſcenes d'horreur & de carnage. Les matieres pour l'incendie étoient prêtes, il ne falloit qu'une étincelle pour l'allumer; notre ſouffle eſt venu l'entretenir par nos calomnies, & le mal eſt devenu ſans remede, parce que le changement de caractere en avoit tari tous les moyens.

Je ne vous trompe pas, Meſſieurs, en vous attribuant ce déluge de maux qui nous a ſubmergés. Les exécuteurs de ces calamités vous en ont fait hommage, & vous avez député vers eux pour le recevoir, & pour commander le repos après ces premiers accés. Mais loin de faire poſer les armes; vous avez voulu que le glaive reſtât toujours levé, & que les foudres de guerre ne ceſſaſſent d'être braqués contre le trône, comme pour avertir, & celui

lui qui y étoit assis ; & ceux qui l'environnoient, que la défiance sur leurs dispositions n'avoit pas cessé, qu'on les croyoit tranquilles, parce qu'ils n'étoient pas les plus forts, & qu'en approuvant, j'ai presque dit en commandant toutes ces scenes sanguinaires, vous exécutiez ce qu'ils auroient fait à votre place. C'est ainsi que le foible se plaint de l'oppression jusqu'à ce qu'il puisse devenir oppresseur à son tour.

A qui faut-il attribuer le crime, demande Cicéron ? à celui qui en fait son profit. C'est donc l'assemblée que nous devons rendre responsable de tous nos maux. Si le trône est déchu de sa splendeur, c'est qu'elle en a usurpé l'autorité ; si le peuple ne reconnoît plus de loix, c'est que l'assemblée les a abolies ; si le trouble & le désordre regnent dans les provinces, c'est que l'assemblée a anéanti tous les pouvoirs & enlevé la confiance qu'on devoit aux magistrats ; si le trésor public est épuisé, & si les créanciers de l'etat ont à craindre une banqueroute, c'est que l'assemblée a tari, par ses arrêtés, les sources qui alimentoient la caisse nationale ; si l'on pille, si l'on égorge, si l'on brûle les hommes & les propriétés, c'est l'assemblée qui a inspiré aux peuples la haîne & la proscription du noble & du prêtre. C'est l'assemblée qui profite de la suppression des dixmes ; c'est l'assemblée qui doit profiter du vol fait au clergé de ses propriétés ; c'est l'assemblée qu'il faut donc accuser de tous nos maux, & non ceux qui en sont les tristes victimes.

Je sais que, par l'adresse la plus insidieuse, on a tourné contre le gouvernement les précautions qu'il

prenoit pour le maintien du bon ordre. L'insuffisance de la garde de Paris, trop reconnue par les scenes des années précédentes, le crédit croissant du Palais-Royal, exigeoient un secours proportionné au danger. Les troupes rassemblées devoient le donner; elles gênoient le projets de nos chefs; ils ont crié contre le despotisme; ils se sont fait un fantôme de proscription; ils l'ont réalisé dans leurs écrits, & les provinces ont répondu à ces allarmes par de nouveaux accès de fureur; ainsi le zele pour notre salut a passé pour un piege & un moyen de nous perdre; sur quelles preuves? Je défie qu'on en donne une fondée; mais on savoit bien que la calomnie, avancée par nous, seroit reçue sans examen.

Le manque de la premiere denrée & le défaut de travail méritoient les soins paternels du Prince; il a ouvert des atteliers, où des milliers d'hommes trouvoient les moyens d'une subsistance facile par un travail modéré. On a vu le nombre des ouvriers s'accroître jusques à alarmer & non à lasser la main secourable; on a vu ces hommes, soudoyés utilement pendant le jour, aller le soir au Palais-Royal y recevoir le salaire de la nuit pour le tumulte & le désordre qu'ils se chargeoient d'entretenir; cependant, c'est le gouvernement qu'on inculpe. Ses soins charitables sont regardés comme le fruit d'un dessein pervers; c'est la ruine de Paris qu'on préparoit; c'est un camp & des batteries qu'on vouloit asseoir pour foudroyer cette capitale. A quel propos auroit-on voulu faire le mal? Quoi! ces prétendus aristocrates auroient voulu détruire leurs maisons, affamer leurs femmes & leurs enfans, exposer leurs richesses

au feu & au pillage ! Quelqu'invraiſemblable que paroiſſe ce projet, on l'a prêté au gouvernement ; nous l'avons accrédité, & la Nation l'a cru ſur notre parole. La calomnie tournoit à notre avantage ; cela nous a ſuffi pour l'adopter. La crainte, un moment d'erreur ont pu entraîner le Conſeil du Roi au renvoi d'un Miniſtre utile, ſur-tout dans les circonſtances ; avec quelle promptitude on s'eſt hâté de réparer la démarche imprudente ! de quelle abondance de gloire & de faveur on a couvert un moment de diſgrace ! N'importe, nous n'en avons pas moins ceſſé de crier à la tyrannie, à l'oppreſſion. En vain le Monarque, dont les paroles ne pouvoient nous perſuader, s'eſt-il mis à notre diſcrétion par un abandon auquel nous n'avons pu refuſer l'enthouſiaſme de l'admiration ; ſa généroſité n'a pu nous empêcher de témoigner la défiance & d'alarmer les Provinces ; Paris n'a ceſſé de ſe tenir ſous les armes, & la France entiere n'a plus été qu'une ville de guerre qui devoit craindre à tous momens les ſurpriſes d'un ennemi redoutable.

Nous voilà donc devenus méfians, féroces, ſanguinaires ; voilà le caractere françois anéanti. La religion n'a plus de pouvoir ſur ſes miniſtres, & nous les entendons, dans la chaire de vérité, préconiſer comme martyrs les fauteurs de la licence, bénir le ciel de tous les crimes qui ſe commettent, & aſſurer, comme un fait inconteſtable, que tant de maux ſont le fruit de la cruauté des prétendus ariſtocrates. Non, la ligue n'eut pas des fureurs comparables aux nôtres ; les ligueurs, cependant, étoient

ignorans & fanatiques, & nous nous prétendons éclairés & humains.

3°. *Que devons-nous attendre ?*

Que peuvent produire l'orage terrible qu'accompagnent la grêle & le feu du ciel ; la guerre & les batailles d'un conquérant féroce, devant lequel marchent la terreur & la mort ; les funeſtes effets de la peſte & de la famine, lorſqu'elles étendent leurs ravages dans quelque contrée ? C'eſt ſous ces images qu'il nous faut conſidérer les ſuites de nos projets ſur la France. Ce qui ſe paſſe dès l'ouverture de la ſcene, nous en préſage le dénouement. Les relations que vous recevez chaque jour, & qui vous font trembler, ne ſont encore que des eſſais, & le prélude de la tragédie ſanglante que nous préparons.

Me prenez pas ceci, Meſſieurs, comme l'effet d'un eſprit timide & alarmé ; je ne ſuis, malheureuſement, que trop fondé en raiſon, & vos propos me le perſuadent, lorſque je vous entends, en particulier, diſcourir ſur l'état préſent des choſes.

D'abord, la lenteur de nos délibérations a détendu tous les reſſorts qui faiſoient encore avancer la machine du gouvernement. Le peuple a eu le tems de s'appercevoir qu'il étoit ſans loi, qu'il étoit le ſeul qui concentrât toute la force, & qu'il pouvoit ſe perpétuer dans l'indépendance. Il ſera difficile de le remettre ſous l'obéiſſance.

Nous avons tant répété, & ſi utilement pour la révolte, que la nation gémiſſoit ſous l'énorme fardeau des impôts, & ſous le reſte des entraves féodales, que le François ſe croit affranchi dès ce moment ;

cependant les dépenſes que nous occaſionnons rendent la dette exceſſive ; nous la prenons pour le compte du peuple, & nous prétendons le ſoulager. De quel œil verra-t-il notre zele pour les Capitaliſtes, le ſalaire dont nous payons les ſervices de ces ſang-ſues de la nation, & notre attention à dégager leur bien du tribut que nous impoſons à tous les autres ? Nous étions aſſemblés pour le bien du peuple, & nous le rendons plus miſérable ; nous dépouillons le riche, & c'eſt nous qui nous parons de ſa dépouille ; nous détruiſons la propriété du clergé, & le pauvre y perd la petite portion qui lui en revenoit ; c'eſt nous qu'enrichit la ſuppreſſion des dixmes. Pouvons-nous eſpérer que le peuple ne ſe déſabuſera jamais !

Le peuple eſt armé ; chaque Municipalité a ſa garde, chaque bourg, chaque hameau ſe croit en droit d'avoir une Milice : nous l'avons provoquée ; & les terreurs paniques que nos partiſans ont eu ſoin de répandre, & qu'ils entretiennent pour nourrir la haine de la prétendue ariſtocratie ; ces terreurs, dis-je, rendent les Milices néceſſaires : mais penſons-nous qu'elles deviennent la ruine du Royaume ? Quelle dépenſe pour le bourgeois de Paris déja appauvri ! Quel abandon de toutes les profeſſions occaſionne la ſervitude de la garde ! Quel eſprit d'indépendance inſpire au peuple cet appareil militaire ! Il le rend murmurateur, ſéditieux, prompt à ſe ſoulever & à ſe faire juſtice. Auſſi le Pariſien eſt-il méconnoiſſable : ſon humeur farouche & le peu de ſûreté de la ville en éloigne l'étranger, & fait déſerter le citoyen aiſé. Les atteliers ſont aban-

donnés ; les dépenses de luxe sont suspendues, & bientôt la famine fera sentir à ce peuple, que nous avons si cruellement trompé, que ce jour tant célébré ; ce jour d'où il commence à compter sa liberté ; ce jour où il força son Roi à se revêtir de sa livrée, étoit le grand jour de son deuil, & la source de la misere où il s'est plongé peut-être pour jamais. Je ne prétends pas faire le Prophête : car la Municipalité de Paris est déja convaincue de cette triste vérité, & gémit de l'embarras que lui donnent les prétendus libérateurs de la ville, les héros de la Bastille, les brigands qu'elle voudroit chasser de son sein, les déserteurs qui y abordent de toutes les parties du Royaume, les prisonniers qu'on a soustraits au glaive de la Justice, les scélérats étrangers, qui ont couru vers Paris, comme les vautours s'assemblent auprès du cadavre infect ; le Palais royal, enfin, qui croit pouvoir se dire l'égal de l'Hôtel-de-Ville ; tout leur prouve combien il est aisé d'émouvoir la populace, mais qu'il est difficile de la conduire & de donner un terme à sa fureur.

Les provisions n'arrivent plus à propos, & Paris manque souvent de pain ; malgré la récolte abondante. C'est une suite naturelle de nos ordres pour établir des gardes bourgeoises dans toutes les Villes. Nous avons par là inspiré à la France une méfiance générale : chaque province, chaque ville s'isole. On fait tant de visites incommodes dans les voitures, on exige tant de passe-ports, on a mis tant d'obstacles pour la circulation, qu'elle est nécessairement interrompue. On ne va plus, on ne commerce plus

que par néceſſité : auſſi n'eſt-il pas rare de trouver dans le royaume une ville dans l'abondance, & ſa voiſine expoſée à toutes les horreurs de la diſette. Que dis-je ? D'un hameau à l'autre, on intercepte les denrées, & nous ſemblons revenus à cet état où la force faiſoit le droit & la juſtice.

Le lien ſocial des provinces entr'elles eſt rompu : nous l'avons voulu ainſi, en prétendant les aſſujettir toutes au même droit, & enlever par nos déciſions les privileges & les exemptions à celles qui les regardoient comme une propriété. Bientôt vous les verrez ſe ſouſtraire à l'autorité commune, & nous retracer l'image de ces anciens Royaumes que virent nos premiers peres. Nous leur préparons un Code : & de quel droit diſpoſons-nous de leurs propriétés ? Où eſt la force pour les réduire, ſi elles ſe mocquent de nos loix prétendues ? Combien en eſt-il qui reconnoiſſent leur Roi pour leur Souverain, & nullement les Etats pour leur Légiſlateur ? Cependant c'eſt notre aſſemblée que nous déclarons ſouveraine, & nous accordons, par grace, au Roi de dire ſon avis ſur nos loix, nous réſervant même le droit de paſſer outre, ſi nous le jugeons à propos. Croyez-vous que ce renverſement plaiſe à la Navarre ; que les Provinces conquiſes aiment à ſe donner à vous, plutôt que d'obéir à leur Prince légitime ; que vos provinces maritimes, profitant de votre exemple dans la maniere d'ordonner les droits de la Couronne, ne veuillent pas auſſi examiner & rejetter les vôtres, ou les reſtreindre à leur gré ?

Vous avez décidé que vous pouviez, malgré l'aveu

de vos Commettans, faire une conſtitution à votre fantaiſie : mais ont-ils ſouſcrit à votre uſurpation, & votre déciſion ſera-t-elle plus ſacrée pour eux, que leur volonté ne l'a été pour vous ? Voyez quel déſordre vous avez préparé.

Vous vous êtes hâtés dans vos délibérations nocturnes, de céder une foule de droits qui ne vous appartenoient pas. Rien de plus riſible que cette offrande précipitée, ſi les ſuites n'en étoient pas auſſi fâcheuſes. Mais encore un peu de tems : votre déciſion a plu au peuple, qui n'en a pris que la partie qui le favoriſoit : exigez qu'il rempliſſe l'autre, & ſa réſiſtance vous apprendra la folie de vos décrets téméraires. Je ſerois infini, Meſſieurs, ſi je voulois parcourir tous les maux que nous avons préparés, & que vous entrevoyez ainſi que moi. Cette eſquiſſe que je vous en offre, doit vous ſuffire pour vous prouver combien il eſt dangereux d'innover, ſur-tout en matiere de politique. Vous n'atteindrez ſûrement pas le but de votre ambition, & vous aurez ruiné l'Etat. Il eſt aiſé de détruire ; mais non d'édifier.

Nos maux ſont-ils donc ſans reſſource ? Je ne ſais, mais s'il en eſt quelqu'une, elle ne ſauroit venir du principe que nous avons adopté. De long-tems le peuple, accoutumé aux loix émanées du trône, ne s'accoutumera à reſpecter comme tels les ordres de vos Préſidens. A nous entendre, tout le Royaume ſe félicite de nos travaux, & on nous lit avec emphaſe la liſte des félicitations : mais ces letres mandiées de la part de quelques correſpondans, n'empêchent pas l'inſurrection au mépris de vos ordres.

Quelle eſt donc cette prétendue déférence ſi reſpectueuſe & ſi ſoumiſe ?

Croyez-vous qu'on ſe méprenne à ces pitoyables ruſes, cachées ſous les offres que viennent faire quelques particuliers, comme pour piquer les riches d'émulation ? Une marchande offre des diamans, & vous croyez que les Dames vont auſſitôt ſe dépouiller de tous leurs bijoux ? Et pourquoi ? Pour empêcher vos capitaliſtes de perdre un revenu uſuraire. On nous demande une contribution volontaire ſur tous nos biens : & qu'importe à celui qui ne vit que de ſon travail & du fruit de ſa terre, que vous ayez jugé à propos d'engager votre honneur pour une dette qui lui eſt étrangere ? Eſt-ce parce que vous avez fait incendier ſes châteaux, brûler ſes titres, & mis ſa tête à prix, que le noble vous doit encore le ſacrifice d'une partie de ſa fortune ? Non, Meſſieurs, nous avons pu faire le mal ; mais nous ne ſommes pas propres à le réparer.

C'eſt le Roi, c'eſt la Nation elle-même ; plus ſage & plus aviſée, qui peut, avec ſon Prince, s'occuper de ſes maux & rétablir l'ordre. Déclarons hautement notre erreur, abjurons-en les effets, & conjurons le Prince de former au plutôt des aſſemblées provinciales auxquelles il envoie cette déclaration ; qui contenoit le vœu de nos cahiers, & qui, acceptée dans le Royaume, rendoit nos travaux inutiles, je ſerois garant du ſuccès. Nos compatriotes, reconnoiſſans & ſenſibles, béniront la main ſecourable qui leur ſeroit tendue, & rentreroient dans cette ſoumiſſion qui maintient l'ordre.

Bientôt les gardes bourgeoiſes ne ſeroient plus qu'un ornement pour les jours d'une joie univerſelle ; le bruit, ſi alarmant, de tambour & d'armes, qui retentit ſans ceſſe à nos oreilles, feroit place à celui des atteliers de l'induſtrie. Les communications ouvertes, rétabliroient la circulation ; la tranquillité de Paris lui rameneroit ſes exilés & l'étranger opulent ; &, s'il n'eſt pas encore trop tard, les anciennes habitudes ; & par conſéquent le caractere national, nous rendroit encore, avec la proſpérité, les droits & l'amour des nations. Puiſſe mon avis vous plaire, puiſſe-t-il au moins ſe répandre, & être connu de toute ma nation, pour lui prouver que j'ai ſenti le crime de leze-nation, dont je me ſuis rendu coupable, & que j'ai voulu le réparer.

FIN.